

FINANCEMENT DE LA GESTION RATIONNELLE DES PRODUITS CHIMIQUES

Usine pétrochimique
Formosa en Louisiane
aux États-Unis.

Septembre 2020

LES PRINCIPALES CONCLUSIONS

- L'industrie chimique génère des milliers de milliards de dollars de chiffre d'affaires par année, mais n'assume pas les coûts importants pour la santé et l'environnement qui découlent de ses activités.
- Des capacités de gestion et une infrastructure importantes sont nécessaires pour que les gouvernements protègent efficacement leurs résidents contre les dommages potentiels à la santé et à l'environnement pendant la production, l'utilisation et l'élimination des produits chimiques.
- Une petite redevance coordonnée de 0,5 % sur la valeur de production des produits chimiques de base a le potentiel de générer un financement suffisant pour la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets au niveau mondial.

du marché constituent les dommages non compensés sur la santé humaine et l'environnement qui doivent être corrigés. » (PNUE)

Le financement de la gestion rationnelle des produits chimiques Audelà de 2020 établit un mécanisme politique fondé sur une loi juste et une économie solide qui peut résoudre les obstacles financiers désastreux à une gestion rationnelle des produits chimiques. La taxe coordonnée proposée sur les produits chimiques de base est un mécanisme de mise en œuvre du principe du pollueur-payeur. Cette proposition intervient à un moment où la communauté internationale négocie comment s'attaquer à la gestion mondiale des produits chimiques, y compris la façon de la financer.

L'INDUSTRIE CHIMIQUE NE PAIE PAS POUR LE CÔÛT RÉEL DE SES PRODUITS

« Sur les dizaines de milliers de produits chimiques sur le marché, seule une fraction a été soigneusement évaluée pour déterminer leurs effets sur la santé humaine et l'environnement. » (PNUE)

Un travailleur meurt toute les 15 secondes des expositions toxiques au travail. Les maladies professionnelles représentent plus de 86 % du total des décès prématurés liés au travail.

Le public assume un fardeau excessif des coûts liés à la production, à l'utilisation et à l'élimination des produits chimiques. Les produits chimiques dangereux sont présents dans nos jouets, vêtements, produits électroniques, produits de consommation, emballages et dans nos sols agricoles. Ils s'accumulent

INTRODUCTION

Le monde a du mal à s'attaquer aux niveaux actuels d'utilisation, d'exposition et des effets négatifs des produits chimiques toxiques. Alors que l'industrie pétrochimique croîtra de façon spectaculaire au cours de la prochaine décennie, les charges de la gestion des produits chimiques, des rejets et des accidents augmenteront également. Dans les pays à travers le monde, ces charges pèsent de manière disproportionnée sur les populations les plus vulnérables et marginalisées et se font sentir le plus sévèrement dans les pays à revenu faible ou intermédiaire qui disposent de moins de protections et de ressources pour gérer les menaces liées aux produits chimiques.

« La grande majorité des coûts de santé humaine liés à la production, à la consommation et à l'élimination des produits chimiques ne sont pas supportés par les producteurs de produits chimiques, ou bien ne sont pas répartis le long de la chaîne de valeur. Les défaillances

dans l'aliment que nous mangeons, l'eau que nous buvons, et l'air que nous respirons. De plus en plus, ils peuvent être trouvés dans nos **propre corps** aussi. En 2018, l'OMS a estimé de façon prudente que la charge de morbidité mondiale attribuable à une mauvaise gestion des produits chimiques évitable était de 1,6 million par an **des décès prématurés** et que 45 millions d'années de vie ajustées en fonction de l'incapacité (DALY) étaient perdues.

Les facteurs moteurs et les impacts des risques des produits chimiques sont tous deux à l'échelle mondiale par nature. Les produits chimiques sont diffusés par le biais du commerce international. Les polluants chimiques traversent les frontières dans l'air et l'eau. Et la production et l'utilisation des produits chimiques apportent des contributions substantielles, et largement non adressées, au réchauffement climatique.

La gestion en toute sécurité de la production, de l'utilisation, de l'élimination et du nettoyage des produits chimiques, ainsi que les impacts des risques chimiques sur l'environnement et la santé humaine, exigent des investissements importants de ressources humaines, institutionnelles et financières. La plupart des pays n'ont pas les ressources financières nécessaires pour assurer une gestion rationnelle des produits chimiques et protéger la santé humaine et l'environnementale des dom-

mages causés par l'industrie chimique. Jusqu'à présent, même les pays les plus riches n'ont pas réussi à financer de manière adéquate l'infrastructure juridique et réglementaire nécessaire à une gestion efficace des produits chimiques. Dans la grande majorité des pays du monde, l'écart entre les besoins en ressources et la disponibilité des ressources est profond—et dangereux.

L'INDUSTRIE CHIMIQUE EST IMMENSE ET EN PLEINE EXPANSION

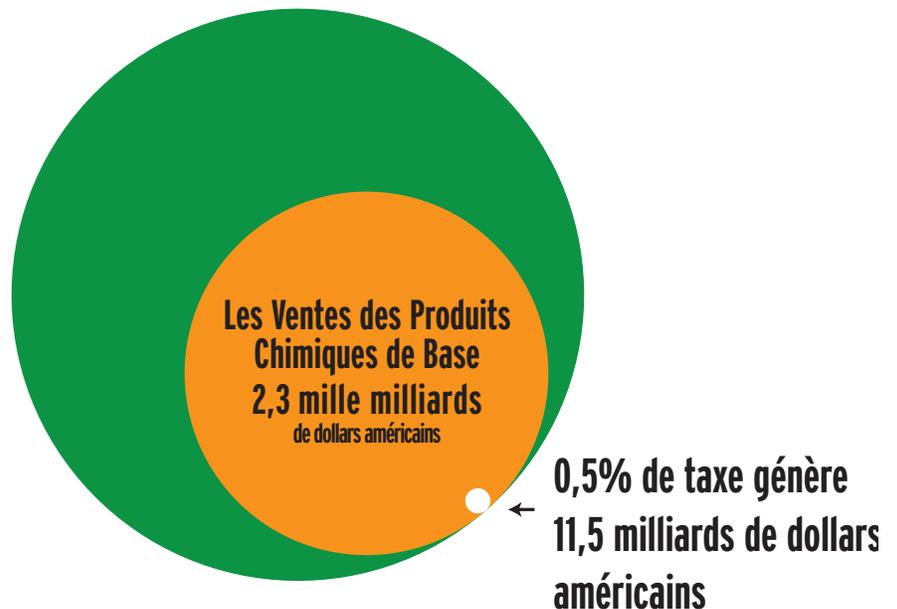
L'industrie chimique est la **deuxième plus grande** industrie de la fabrication dans le monde, le **plus grand** consommateur mondial d'énergie industrielle, et le troisième plus grand émetteur de dioxyde de carbone. Les ventes de l'industrie en pleine expansion (y compris les produits pharmaceutiques et les plastiques) ont atteint un total de **5,7 mille milliards ou trillions de dollars américains** en 2017 et ce chiffre est supposé doubler et atteindre plus 11 mille milliards ou 11 trillions de dollars américains d'ici 2030. L'industrie a également été historiquement rentable. Par exemple, l'industrie chimique américaine a fait état de **16,3% de marge d'exploitation** en 2018. En 2017, les 50 premières entreprises chimiques mondiales disposaient d'une marge d'exploitation médiane de **12,7%**.



Les Ventes Annuelles de l'Industrie Chimique
5,7 mille milliards de dollars américains
 Devant augmenter à 11 mille milliards de dollars américains d'ici 2030

Les Ventes Totales de l'Industrie Chimique en 2017

5,7 mille milliards de dollars américains



100 milliards de dollars américains



LA RESPONSABILITÉ DE L'INDUSTRIE DE FINANCER L'AGENDA INTERNATIONAL SUR LES PRODUITS CHIMIQUES

Les principaux accords internationaux sur les produits chimiques et les déchets comprennent :

- La Convention de Stockholm: Qui protège la santé humaine et l'environnement en interdisant une catégorie de produits chimiques connus sous le nom de polluants organiques persistants (POP). Ces substances sont persistantes, s'accumulent dans les organismes vivants et la chaîne alimentaire, parcourent de longues distances et causent des dommages à la santé humaine et aux écosystèmes.
- La Convention de Rotterdam: Qui réglemente le commerce des produits chimiques et des formulations dangereux et favorise l'échange d'informations sur les interdictions ou les restrictions sévères. Elle couvre les produits chimiques industriels, les pesticides et les formulations de pesticides hautement dangereux.
- La Convention de Bâle: Qui réglemente le commerce des déchets dangereux et autres déchets, y compris les déchets de matières plastiques.
- La Convention de Minamata: Qui s'attaque à la pollution au mercure causée par l'homme en réduisant l'approvisionnement et le commerce du mercure, en éliminant ou en éliminant progressivement certains produits et procédés qui utilisent le mercure et en contrôlant les émissions et les rejets de mercure.
- L'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM): Qui est une politique et une stratégie mondiale adoptées par les gouvernements et les parties prenantes pour protéger la santé humaine et les écosystèmes des dommages causés par l'exposition à des substances chimiques toxiques.

UNE TAXE COORDONNÉE OU DES REDEVANCES SUR LES PRODUITS CHIMIQUES DE BASE

En tant que principaux moteurs et bénéficiaires du commerce mondial des produits chimiques, les producteurs des produits chimiques doivent assumer une plus grande responsabilité dans la gestion sécuritaire de leurs produits. Cela commence par la prise de la responsabilité financière pour la production des produits chimiques de base qui alimentent le secteur mondial des produits chimiques, y compris l'industrie pétrochimique en pleine croissance. Si les pays dont les entreprises produisent ces

substances prélèvent une petite redevance ou une taxe de 0,5 % sur leur production et versent ensuite cet argent à un fonds mondial, des fonds suffisants pour la gestion des produits chimiques à l'échelle mondiale pourraient être générés tout en empêchant le déplacement des dommages d'une région à l'autre. Ce fonds mondial pourrait être soit un nouveau fonds établi à cette fin ou un fonds établi tel que le [Programme Spécial](#), administré par le [Programme des Nations Unies pour l'Environnement](#).

Les matières premières ou les produits chimiques de base sont des produits chimiques à un stade précoce produits à

Les produits chimiques que l'industrie vent par année

5 mille milliards de dollars américains

4 mille milliards

Exemple de Coût Sanitaire lié aux Produits Chimiques

PFAS en EEA
52 milliards d'euro

EDCs dans l'UE
157 milliards d'euro

Pollution par les CVO
236 milliards de dollars américains

Intoxication au plomb des enfants dans les pays à revenus faible et moyen
977 milliards de dollars américains

100 milliards de dollars américains

partir du pétrole, du gaz naturel et d'autres matières premières. Ces produits chimiques représentent **les composantes de base** à partir desquelles tous les autres produits chimiques sont fabriqués. En 2018, les ventes totales de produits chimiques de base ont atteint **2,3 milles milliards ou 2,3 trillions de dollars américains**. Par conséquent, une taxe de 0,5 % sur la valeur de production de produits chimiques de base pourrait rapporter 11,5 milliards de dollars par an, soit environ quatre-vingt-cinq fois plus que le **total de l'assistance annuelle** alloué au groupe de produits chimiques par le FEM (131 millions de dollars américains) et du Programme Spécial (4,7 millions de dollars américains) combinés.

Les fonds générés par ces frais coordonnés permettront aux pays d'élaborer, de mettre en œuvre et d'appliquer des lois, des politiques et des réglementations pour une gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets. Cela comprend des systèmes pour l'essai des produits chimiques, l'approbation de nouveaux produits chimiques, la réglementation et la surveillance des installations de production des produits chimiques, la surveillance de la mise en œuvre de la politique chimique, l'élimination en toute sécurité des produits contenant des produits chimiques, et plus encore.

POURQUOI METTRE EN ŒUVRE UNE APPROCHE COORDONNÉE?

Une approche coordonnée a le mérite d'utiliser l'infrastructure réglementaire nationale existante pour percevoir les impôts ou les frais tout en évitant les défis de déléguer l'autorité fiscale à un organisme international. L'assiette importante de la taxe permet un taux très bas de 0,5%.

Les frais seraient perçus auprès des fabricants en fonction du volume de produits chimiques qu'ils produisent, quelle que soit la proportion de produits chimiques enregistrés comme étant « vendus ». L'application des droits aux produits chimiques produits garantit que les produits chimiques transférés au sein de sociétés verticalement intégrées sans vente enregistrée demeurent assujettis aux frais, ce qui comblera une lacune potentiellement importante. Une taxe sur la production ou des frais par opposition à une taxe de vente au détail limite à la fois le nombre de pays qui doivent l'appliquer et le nombre d'entités imposées. En outre, la proposition est compatible avec l'Organisation mondiale du commerce.

Une redevance coordonnée pourrait générer l'ampleur du financement nécessaire à la mise en œuvre complète et robuste de la gestion des produits chimiques et des déchets dans les pays en développement et en transition du monde. Il est également considérablement plus élevé que ce que les gouvernements donateurs pourraient être censés fournir en termes de subventions sur une base continue et durable.

Les mécanismes internationaux existants pour une gestion rationnelle des produits chimiques sont cruellement sous-financés. Une gestion efficace des produits chimiques et des déchets nécessite une capacité réglementaire, une infrastructure, des systèmes d'information et de surveillance, ainsi que des systèmes de gestion et de nettoyage des déchets. Le financement qui existe à ces fins est financé par l'État par des contributions de l'État. Par conséquent, tant au niveau national qu'international, l'industrie chimique a transféré au public des coûts impor-

LIRE LE RAPPORT ENTIER:

ciel.org/ChemicalsTax

ipen.org/ChemicalsTax

tants de ses activités, plutôt que d'intérioriser correctement ces coûts au sein de l'industrie.

Les contribuables des pays développés fournissent de l'argent à leurs gouvernements nationaux pour financer le **Fonds Mondial pour l'Environnement** (FEM). Le FEM fournit le **mécanisme de financement** au titre de la Convention de Stockholm et de la Convention de Minamata, qui est disponible pour aider les pays en développement et en transition à s'acquitter de leurs obligations en vertu des deux traités. De cette façon, le public paie pour une gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dans ces accords, et non l'industrie chimique. La Convention de Bâle, la Convention de Rotterdam et la SAICM ne disposent pas de mécanismes et de projets financiers pour mettre en œuvre ces accords et reçoivent un financement ad hoc du FEM et des fonds spéciaux.

Une taxe coordonnée sur les produits chimiques de base imposera à juste titre la responsabilité financière de la gestion des produits chimiques et des déchets à sa place : sur les acteurs industriels qui produisent et profitent de ces produits chimiques.

EXEMPLES EXISTANTS DE FRAIS COORDONNÉS

Il existe des exemples fonctionnels de mise en œuvre de frais coordonnés et un exemple national de taxation des produits chimiques de base.

- Les **Fonds Internationaux d'Indemnisation pour des Dommages dus à la Pollution par les Hydrocarbures** sont financés par une taxe coordonnée sur les entreprises qui reçoivent des expéditions maritimes de pétrole brut et de pétrole lourd. L'argent issu de ces frais sert à nettoyer et à compenser les dommages causés par les déversements d'hydrocarbures.
- La **taxe de solidarité sur les billets d'avion** imposée par 9 pays, qui finance l'achat de médicaments dans les pays en développement.
- Les États Unis **ont imposé une taxe** très similaire à la taxe proposée de 1980 à 1995. La taxe s'appliquait initialement à 42 matières premières chimiques chaque fois qu'elles étaient fabriquées ou importées aux États Unis, et **ont ajouté plus tard** à certaines importations produites à partir de ces produits chimiques. Au cours des quatre dernières années avant l'expiration de ces taxes, ils ont recueilli en moyenne 331 millions de dollars américains par année.